

Le Soir, 04/05/2007:

La circonscription fédérale ou comment tester les volontés de maintenir une Belgique unie

Pierre Verjans
Politologue à l'Université de Liège
Rédacteur en chef de la revue « Fédéralisme Régionalisme »

Le Soir, 4 mai 2007

On connaît l'idée de la circonscription fédérale proposée par le groupe Pavia : l'élection de 15 des 150 députés dans une circonscription électorale couvrant l'ensemble du pays (1). J'ai adhéré à cette démarche dans un esprit de vérification scientifique. Expliquons un peu le raisonnement.

Les forces centrifuges du mouvement flamand ont plus de chance de guider la dynamique de l'évolution de ce qui demeure encore notre pays. Mais quelles sont les forces centripètes ?

Outre les fransquillons de Flandre - qui modifient leur attitude en doublant leur langage et en parlant le néerlandais en permanence à l'extérieur et en ne maintenant l'usage du français qu'à l'intérieur de l'espace domestique -, les forces centripètes sont essentiellement statiques (étymologiquement lié à... étatique) : le budget de l'Etat belge contient encore la Sécurité sociale et la dette publique, ainsi que quelques postes régaliens dont une partie est déjà régulée au niveau européen : l'armée dans une logique « eurocorporelle », la monnaie à Francfort (ce qui en dit long sur l'objectif de la Banque centrale européenne), la justice chapeauté par la Cour de Justice des Communautés européennes depuis 1971 ou la police fédérale qui se « schengenise » de plus en plus.

En prenant un peu de recul, on voit donc un centre de décision fédéral peu dynamique, peu attrayant (si on le compare à un aimant), et des forces de communautarisation, voire de régionalisation qui provoquent le mouvement. L'Etat belge est le contenant qui reste une fois que les contenus politiques sont passés aux Communautés, aux Régions et à l'Union européenne. Les dynamiques sociales et économiques ne se situent plus au niveau belge, elles sont soit de taille inférieure, soit de taille supérieure.

Entre les deux grandes communautés, il y a plus d'indifférence et d'ignorance que d'inimitié concrète. Simplement, pour un habitant d'une des deux grandes Communautés (mais pas pour les germanophones), se rendre dans l'autre Communauté est aussi facile

ou... aussi difficile que d'aller dans un pays voisin, aussi étranger ou aussi familier. L'autre Communauté apparaît comme formant un ensemble avec les pays limitrophes de l'Union européenne.

Face à cette dynamique globale, la proposition du groupe Pavia, rassemblant des politologues et philosophes des deux côtés de la frontière linguistique, rejoint des propositions des nostalgiques de B-Plus, delpéréens ou de fédéralistes comme Ecolo. Elle tente de lancer un mouvement centripète, non en cherchant à reconstituer ce qui n'est plus mais en faisant au mieux avec ce qui tient encore. Elle peut donc servir de test scientifique sur la viabilité de la Belgique, non en termes de fonctionnement étatique, mais en termes de dynamique sociale et culturelle : c'est une belle occasion de tester la capacité de construire des envies communes.

Les résistances seront fortes : les partis, adaptés depuis la décennie 1968-1978 à leur taille communautaire, pensent, agissent, mesurent et pèsent de manière ou flamande ou francophone.

L'idée du groupe Pavia consiste à leur proposer un agrandissement de taille, un élargissement d'envergure moins grand que ce qu'ils opèrent au niveau européen mais plus que leur recherche électorale classique. N'oublions jamais qu'une personnalité politique doit toujours garder à l'oeil son électorat si elle désire être réélue : elle est jugée par ceux qui lui donnent son mandat, non seulement sur sa carrure d'homme ou de femme d'Etat mais *de facto* sur les avantages acquis par ses électeurs dans son arrondissement.

Agrandir le cercle, c'est leur donner le moyen d'être jugés à la taille du pays, comme aux Pays-Bas.

Voilà pourquoi, personnellement, issu d'une tradition de défense de la Wallonie, j'ai signé l'appel du groupe Pavia, dans l'esprit de vérification scientifique : testons sérieusement l'hypothèse d'un souhait de vie partagée, de rencontre, du maintien d'une Belgique unie comme une double trinité (nous essayons toujours de faire tout un peu plus compliqué que les Romains) de trois Communautés et de trois Régions.

Les Etasuniens ont cinquante Etats et une fédération ; les Suisses, vingt-six cantons et une seule fédération ; les Indiens, vingt-six Etats et une seule Union ; et ils ont constitué des partis à l'échelle supérieure. Nous le pourrions...

Je l'ai dit : la tentative du groupe Pavia rencontrera comme premier obstacle l'inertie des partis et des élus qui ne seront pas jugés prioritairement sur leur attitude fédérale. Mais il n'est pas impossible que le temps joue en faveur d'un assouplissement doctrinal des partis. Car, dans la mesure où l'objectif du groupe Pavia est de constituer des listes communes, il implique que la discipline de vote des parlementaires doit être conforme à un programme et à des statuts à réécrire ensemble, des deux côtés de la frontière linguistique.

Et si le test est négatif, si la dynamique belge ne se remet pas en route ?

Alors, tant que l'inertie institutionnelle tient ensemble la dette, la Sécurité sociale et le « contenant » belge, le système pourra durer, peut-être quelques décennies.

Ensuite, il faudra prendre en main les destins européanisés d'entités devenues indépendantes l'une de l'autre, ce qui ne veut pas dire ennemies, mais simplement meilleures clientes, meilleures nostalgiques. Nous aurons tant de souvenirs en commun quand nous serons séparés...